

**Sur la foi de l'observation des reporters du Jour, la campagne nationale d'intensification de la vaccination anti-covid 19 peut se résumer en trois tableaux : Ngaoundéré : une semaine après le lancement, les volontaires sont dans l'attente de la disponibilité du vaccin Astra Zeneca ; Hôpital Laquintinie de Douala : un peu plus de 900 doses d'Astra Zeneca disponibles ; Centre médical d'arrondissement de Djeleng dans la région de l'Ouest : la vaccination ne mobilise pas.**

Le ministre de la Santé publique, Manaouda Malachie promettait pourtant le 16 juin dernier, dans un communiqué, une campagne de vaccination massive sur toute l'étendue du territoire du 7 au 11 juillet. Une opération de charme pour écouler au plus vite les doses de Sinopharm et Astrazeneca dans les lieux de rassemblement comme les marchés, les lieux de culte, les entreprises et les administrations. Les cibles définies : personnes âgées de 18 ans et plus, et celles vivant aussi avec des comorbidités. Le but était alors que les populations adhèrent en masse à la vaccination contre le Covid-19 afin de tendre vers une immunité collective.

En attendant l'évaluation officielle de ladite campagne de vaccination massive que le ministre de la Santé publique devrait finaliser ce jour avant d'embrayer sur un point de presse annoncé à 15h, quelques indicateurs affichent déjà un rythme encore faible, au regard des objectifs visés, de la disponibilité des vaccins, et des performances d'autres pays africains comparables au Cameroun. En fait, la situation ne s'est pas beaucoup améliorée, caractérisée par une faible évolution persistante du taux de vaccination escompté, due à une timide adhésion des populations. Mais aussi surtout à une faible perception du risque de la maladie ainsi que l'admettait lui-même le ministre de la Santé publique le 16 juin dernier.

Dans ce contexte, la péremption des stocks de vaccins disponibles au Cameroun est-elle évitable ? Une source du Jour ne cache plus son pessimisme quant à l'objectif d'une campagne de vaccination massive et recommande une approche mûrie : « Nous ne pouvons pas vacciner 400 000 personnes d'ici la date de péremption des vaccins déjà livrés et stockés en lieu sûr. En revanche, si le gouvernement ou plutôt la Task Force met en branle les moyens de communication et la force publique, les Camerounais pourront atteindre une vitesse de croisière permettant de vacciner 50 à 60% de la population avant 2023 ».

**Ref: Le Jour**

**Titre: 237actu**